



LE SYSTÈME ÉLECTRONIQUE  
D'APPEL D'OFFRES DU  
GOUVERNEMENT DU QUÉBEC

Exploité par CGI en partenariat avec [Constructo](#) pour le Secrétariat du Conseil du trésor du Québec.

## Consulter un contrat de gré à gré

**Numéro :** 21-0074-COVID

**Numéro de référence :** 1486946

**Statut :** Contrat conclu

**Titre :** Maintien, hébergement, soutien et évolution de la plateforme de Trajectoire Santé Publique (TSP)

### Information

<b>Date de publication :</b>	2021-07-08
<b>Titre du contrat :</b>	Maintien, hébergement, soutien et évolution de la plateforme de Trajectoire Santé Publique (TSP)
<b>Type du contrat :</b>	Contrat de gré à gré
<b>Nature du contrat :</b>	Approvisionnement (biens)
<b>Date de conclusion de contrat :</b>	2021-04-12
<b>Région(s) de livraison :</b>	Chaudière-Appalaches
<b>Type de contractant :</b>	Fournisseur, entrepreneur ou prestataire de services
<b>Options reliées à cet avis :</b>	

### Information sur le donneur d'ouvrage

<b>Organisme :</b>	<b>Ministère de la Santé et des Services Sociaux Fonds des ressources informationnelles du secteur de la Santé et des Services sociaux (FRISSSS)</b>
<b>Adresse :</b>	930, chemin Sainte-Foy, 4e étage Québec, QC G1S 2L4
<b>Site Web :</b>	<a href="https://www.quebec.ca/gouv/ministere/sante-services-sociaux">https://www.quebec.ca/gouv/ministere/sante-services-sociaux</a>
<b>Contact(s) :</b>	Elizabeth Braga Téléphone: 581 814-9100 61790 Courriel : <a href="mailto:msss.dgcm@msss.gouv.qc.ca">msss.dgcm@msss.gouv.qc.ca</a>

### Classifications et catégorie

#### Classifications

- 43231512 Logiciel de gestion des licences d'utilisation

#### Catégorie

- G8 Matériel et logiciel informatique

### Disposition de la loi ou du règlement

#### Loi sur la santé publique

- Article 118 - Décret Urgence Sanitaire

### Description

Le 11 mars 2020, l'Organisation mondiale de la santé a déclaré une pandémie de la COVID-19. Le 13 mars 2020, le gouvernement du Québec a déclaré l'état d'urgence sanitaire en vertu de l'article 118 de la Loi sur la santé publique. En vertu de l'alinéa 5 de l'article 123 de la Loi sur la santé publique, le ministre peut faire les dépenses et conclure les contrats qu'il juge nécessaires. Par le décret numéro

177-2020 du 13 mars 2020 et les décrets et arrêtés subséquents, le gouvernement et le ministre de la Santé et des Services sociaux ont pris différentes mesures pour protéger la santé de la population québécoise.

Le ministre retient les services du fournisseur qui accepte de livrer l'ensemble des biens et services suivants liés à la plateforme Trajectoire Santé Publique (TSP) :

- L'hébergement et l'infrastructure;
- L'abonnement annuel des licences;
- Le soutien;
- Les services professionnels de développement.

Cette plateforme a été développée afin de répondre à la situation d'urgence sanitaire provoquée par la pandémie de la COVID-19.

Les besoins actuels sont liés à la COVID-19. Le mandat répond à un besoin ponctuel dans le cadre de la pandémie de la COVID-19. Le contrat ne vise pas à remplacer des ressources ou à pallier à un manque de ressources. Le contrat a une fin déterminée et n'a pas pour effet d'éluider les mesures de contrôle relatives aux effectifs.

## Fournisseur

Prendre note que les montants n'incluent pas les taxes.

### Akinox Solutions Inc.

	Contractant	NEQ	Contact	Montant du contrat
✓	Akinox Solutions Inc. 2467, rue Bellevue Lévis, (QC) CAN G6W2T8	1166640020		10 210 000,00 \$

#### Légende des icônes

✓ Contractant

Tous droits réservés. Sauf pour les fins de réponse à un appel d'offres, aucune partie de cette publication ne peut être reproduite, adaptée, publiée ou mise en mémoire dans un système d'extraction ou communiquée ou transmise sous une forme quelconque par photocopie ou enregistrement, par un moyen électronique, mécanique ou par tout autre moyen sans l'autorisation écrite préalable de CGI, Médias Transcontinental ou, le cas échéant, du donneur d'ouvrage concerné. De plus, CGI, Médias Transcontinental, et le donneur d'ouvrage concerné n'assumeront aucune responsabilité à l'égard de tout dommage qui pourrait résulter de toute utilisation qui serait faite des données contenues dans un contexte autre que pour les fins d'une réponse à un appel d'offres.